

MESSAGES CLÉS

Actes du Grand rendez-vous citoyen sur l'éducation

Messages principaux

- Alors que viennent d'être publiés les *Actes du Grand rendez-vous citoyen sur l'éducation*, **Debout pour l'école**, un vaste mouvement citoyen, interpelle les partis politiques : il est temps de faire de l'éducation une véritable priorité. Pour assurer l'avenir de l'école québécoise, il faut une vision collective, démocratique et à long terme, portée par un réel engagement politique.
- Les constats sont largement connus. Ce qui est maintenant attendu, ce sont des engagements clairs pour transformer le système en profondeur autour de quatre priorités : un réseau scolaire commun, une gouvernance plus démocratique, un financement stable et des États généraux crédibles.
- L'éducation doit redevenir un grand projet de société, porté par les acteurs du terrain, les parents, les jeunes, les communautés et les citoyens.

Narratif

Les Actes marquent une nouvelle étape dans la mobilisation citoyenne pour l'école publique

- Les *Actes du Grand rendez-vous citoyen sur l'éducation* documentent les échanges tenus dernièrement autour des changements à apporter au système d'éducation québécois et suggèrent des pistes d'actions et de mise en œuvre.
- Plus de 300 personnes étaient réunies : des représentants syndicaux et communautaires, des enseignants, des personnels professionnels et de soutien, des directions scolaires, des parents, des jeunes et des citoyens préoccupés par l'avenir de l'école publique.

Un consensus large se dégage autour de la nécessité de transformer le système d'éducation

- Les Actes font ressortir un consensus important autour de quatre revendications : (1) mettre en place un réseau scolaire commun, (2) démocratiser la gouvernance scolaire, (3) revoir le financement de l'éducation et (4) tenir de véritables États généraux sur l'éducation.
- [Ces revendications sont appuyées](#) par **plus d'une cinquantaine** d'organisations syndicales, communautaires ou citoyennes, ainsi que par **plus d'une centaine de personnalités publiques**, ce qui témoigne d'une mobilisation qui dépasse les seuls acteurs institutionnels du réseau scolaire.

Revendication 1 : Mettre en place un réseau scolaire commun

- Le Québec doit viser un réseau scolaire commun offrant à tous les élèves les mêmes conditions d'apprentissage de qualité, peu importe leur origine sociale, leur quartier ou le type d'école fréquentée.
 - i. Pour ce faire, le chemin que nous proposons est de transformer graduellement en écoles conventionnées non sélectives et gratuites les établissements privés qui le souhaitent, et de cesser de financer ceux qui choisiront de rester privés non conventionnés

Revendication 2 : Démocratiser la gouvernance scolaire

- Concrètement, cela veut dire de rapprocher les décisions des milieux où elles s'appliquent, tout en impliquant davantage les personnels scolaires, les parents, les élèves, les organismes communautaires et les citoyennes et citoyens
 - i. Deux gestes immédiats sont à faire : rétablir le Conseil supérieur de l'éducation et reconnaître au personnel scolaire le droit de parler publiquement.

Revendication 3 : Revoir le financement de l'éducation

- Le modèle actuel est trop vulnérable aux cycles politiques et budgétaires. Or, le financement de l'éducation ne devrait pas en dépendre. Il doit suivre les besoins des élèves et assurer le bon fonctionnement du système d'éducation.
 - i. Financement stable et prévisible

Revendication 4 : Oui des États généraux, mais accompagnés d'une vision solide et à long terme

- Nous saluons l'engagement de la majorité des partis à tenir des États généraux lors de leur prochain mandat. Ceux-ci devront toutefois être tenus sous certaines conditions pour en assurer le succès :
 - Un comité indépendant de toute influence politique formé de personnes crédibles;
 - Un mandat axé sur des solutions à des problèmes connus (par exemple contrer l'école à trois vitesses et instaurer un réseau scolaire commun), sans limitation;
 - Un rapport déposé à l'intérieur du prochain mandat, sans report au suivant;
 - Un engagement à donner suite aux recommandations.

Nos appuis, en chiffres

- 53 organisations appuient les quatre revendications : centrales syndicales, regroupements communautaires, associations de parents, organismes jeunesse, groupes écologistes
- 106 personnalités publiques : anciens ministres et députés de plusieurs formations, ex-présidences de centrales syndicales, chercheurs, artistes, dont Ghislain Picard
- Une dizaine de comités régionaux actifs au Québec

À propos de Debout pour l'école

Mis sur pied en 2017, **Debout pour l'école** est un mouvement citoyen de grande ampleur visant à mettre les enjeux de l'éducation au cœur des débats de la société québécoise. Avec une dizaine de comités régionaux actifs dans la province, et plus de 1600 membres, il réunit des citoyennes et des citoyens qui veulent une école publique commune, juste et de qualité.